



Rapport financier intermédiaire Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2013

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 décembre 2012, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 31 décembre 2013 à celle du 30 juin 2013. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes tels que « anticiper », « si », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « avoir l'intention », « peut », « pourrait », « devrait », « sera », et d'autres expressions similaires ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 24 septembre 2013. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont fait l'objet d'un examen par l'auditeur externe de la Société, à l'exception des données comparatives correspondantes qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles. Comptant environ 135 employés et disposant de six places d'affaires en Amérique du Nord.

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise une mesure qui n'est pas conforme aux IFRS. La mesure « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » n'est pas définie par les IFRS et ne peut être présentée formellement dans les états financiers consolidés. La définition du BAIIA ajusté ne prend pas en compte les variations de la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation du goodwill, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les charges de rémunération à base d'actions, le gain sur entente de règlement et la quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre le BAIIA ajusté et la perte nette. La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

	Périodes de trois mois terminées le 31 décembre		Périodes de six mois terminées le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(500 581)	488 854	(970 575)	758 550
Charges financières – nettes	116 958	208 021	302 885	413 140
Impôts sur le résultat	36 545	15 049	126 837	15 049
Amortissement des immobilisations corporelles	67 338	68 823	139 746	137 307
Amortissement des immobilisations incorporelles	187 139	177 937	373 525	355 695
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	-	(1 000)	-
Charges de rémunération à base d'actions	2 422	9 174	8 073	25 348
Gain sur entente de règlement	-	(404 189)	-	(404 189)
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	-	(1 781)	-	(12 319)
BAIIA ajusté	(90 179)	561 888	(20 509)	1 288 581

ACQUISITION DE PIEDMONT PACIFIC CORPORATION

Le 5 décembre 2013, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Piedmont Pacific Corporation (« Piedmont »), une compagnie située à Oakland en Californie, et l'un des principaux fabricants de raccords de tuyaux flexibles et d'autres adaptateurs de tuyaux destinés à des environnements hautement corrosifs. Le coût d'acquisition pour cette transaction était de 4 151 716 \$ (3 884 465 \$US) et est sujet à certains ajustements de fonds de roulement. L'acquisition a été financée par un placement privé et un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant d'actions ordinaires de la société au prix de 0,23 \$ l'action ordinaire moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$.

L'acquisition de Piedmont permettra à la Société d'accroître sa présence dans l'industrie du dessalement par membranes à travers un vaste réseau de ventes international que la Société a l'intention de maintenir et de soutenir activement. Également, la Société envisage de multiplier les synergies en utilisant son réseau de ventes de produits chimiques de spécialité existant, lequel interagit quotidiennement avec des clients achetant des raccords de tuyauterie. Sur le plan financier, nous prévoyons que la transaction créera immédiatement de la valeur et permettra d'accroître nos résultats financiers. Nous croyons que cela permettra à la Société de couvrir 90% de ses charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs à partir de la marge brute générée par la vente de nos consommables (produits chimiques, pièces de rechanges, produits acéricoles, contrats de service et maintenant, raccords de tuyauterie).

Piedmont sera intégré aux activités courantes de la Société et bénéficiera de nos capacités de tests, d'entreposage, d'emballage et d'expédition de notre usine existante située à Vista, en Californie, réduisant ainsi les coûts d'exploitation. La solide expérience de la Société pour la livraison internationale et locale de produits chimiques de spécialité pour ses clients permettra de continuer à offrir aux clients de Piedmont un service à la clientèle exceptionnel. De plus, l'expérience et les capacités d'ingénierie de la Société en matière de conception de systèmes membranaires contribueront à renforcer le développement de produits et le support technique.

La répartition du prix d'acquisition est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction en date du 31 décembre 2013. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être terminée dès que la direction aura fini de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition en ce qui a trait aux moules et aux actifs incorporels tels que le réseau de distribution, la marque de commerce, la clientèle et la technologie.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le deuxième trimestre de l'exercice financier 2014 a été marqué par l'acquisition de la société Piedmont et la réalisation, de façon concomitante, d'un financement par le biais d'un placement privé de 8 millions \$ auprès d'actionnaires institutionnels. L'acquisition et le financement ont amélioré notre bilan financier et solidifié notre modèle d'affaires combinant la vente de systèmes de traitement d'eau à la vente de produits de spécialités & services qui sont de nature récurrentes. En effet, l'intégration des produits de raccords flexibles de tuyauterie de Piedmont à celle de nos autres produits de spécialités vient élargir notre offre-client auprès de notre clientèle existante et nous permet ainsi de maximiser l'utilisation de notre réseau de distributeurs et de nos ressources déjà en place.

Ainsi, les produits chimiques de spécialités PWT, les raccords flexibles Piedmont ainsi que les autres consommables (filtres, membranes et pièces) et services après-vente seront tous regroupés sous la division des « Produits de spécialités et services ». Chacune des marques de commerce sera toutefois conservée afin de préserver l'intégrité et la bonne réputation de nos produits. Des équipes technico-commerciales seront dédiées à chacune des lignes d'affaires et auront pour mandat d'accroître les ventes, d'assurer une rétention de clientèle en place et de promouvoir les nouveaux produits.

En marge de ces actions structurantes et stratégiques pour la Société, ce deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2013 a connu un ralentissement de la livraison de ses projets de traitement d'eau par rapport au trimestre de l'année précédente. Ainsi, malgré une hausse significative de nos ventes récurrentes de 19,6%, de 3,4 M \$ à 4,1 M \$, notre chiffre d'affaires consolidé n'a pas été suffisant pour soutenir notre rentabilité. Toutefois, l'ajout de ressources techniques et commerciales à l'équipe des ventes de systèmes en début d'année 2013 nous a permis d'accroître significativement le carnet d'opportunités de ventes à plus de 180 M \$ et finalement remonter notre carnet de commandes à près de 20M \$, niveau plus confortable pour atteindre nos objectifs de rentabilité. La direction demeure confiante de l'amélioration significative de ses résultats financiers au cours des 6 prochains mois de son exercice d'une part par l'augmentation de son volume d'affaires reliés à ses projets et d'autre part par l'augmentation soutenue de ses revenus de produits de spécialités et services dont ceux provenant de l'intégration de Piedmont.

**Principales données financières
(non vérifiées)**

	Périodes de trois mois terminées		Périodes de six mois terminées	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Revenus	8 797 428	9 418 908	17 108 647	19 401 802
Bénéfice brut	2 308 907	2 461 061	4 450 898	4 923 632
Marge bénéficiaire brute	26,2%	26,1%	26,0%	25,4%
Charges d'exploitation	218 644	139 369	401 230	275 141
Frais de vente	951 242	904 630	1 917 911	1 747 784
Frais administratifs	1 108 050	853 853	2 027 113	1 717 116
Frais de recherche et de développement – nets	104 044	-	147 451	-
Bénéfice (Perte) net(te)	(500 581)	488 854	(970 575)	758 550
Bénéfice (Perte) de base et dilué(e) par action	(0,006)	0,008	(0,014)	0,013
BAlIA ajusté	(90 179)	561 888	(20 509)	1 288 581

Revenus et marge bénéficiaire brute

Au cours de ce deuxième trimestre de l'exercice financier 2014, les revenus ont atteint 8,8 M\$ comparativement à 9,4 M\$ au cours du même trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse de 0,6 M \$ ou 6,6%, est principalement attribuable au faible niveau de revenus provenant de la livraison et de l'avancement de projets. Ces revenus ont atteint 4,7 M \$ comparativement à 5,9 M \$ au cours du même trimestre l'an dernier. En effet, la société s'est vue retarder, tel qu'annoncé au premier trimestre, certains projets de traitement d'eau, repoussant ainsi aux prochains trimestres la reconnaissance de ses revenus. En contrepartie, les revenus provenant de la vente de produits de spécialités et services continuent de progresser à la hausse atteignant 4,1 M \$ au 31 décembre 2013 comparativement à 3,4 M \$ au 31 décembre 2012. L'augmentation de 19,6 % de ces ventes témoigne des efforts soutenus pour : i) élargir notre réseau de distributeurs de produits chimiques; ii) assurer la continuité de service auprès de notre clientèle de systèmes; iii) augmenter nos parts de marchés dans le nord-est des États-Unis pour les équipements destinés à l'acériculture et; iv) intégrer à compter du 1^{er} décembre 2013 des activités provenant de Piedmont. L'augmentation continue des revenus de nature récurrente contribue à stabiliser notre modèle d'affaires, augmente nos marges bénéficiaires et préserve à long terme nos relations clients.

Malgré une diminution ponctuelle du chiffre d'affaires au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la marge bénéficiaire brute s'est maintenue légèrement au-dessus de 26%. Cette stabilité s'explique principalement par la contribution grandissante des revenus de produits de spécialités et services générant de plus fortes marges et par l'amélioration continue dans l'exécution de nos projets. Les différentes initiatives implantées depuis le 30 juin 2012 pour renforcer tant l'exécution des projets que les opérations de fabrication continuent de contribuer favorablement au maintien d'une marge bénéficiaire plus élevée. Différentes mesures de contrôle de la qualité sont également en cours d'implantation et visent l'optimisation de nos heures d'ingénierie et de fabrication imputées à chaque projet. L'atteinte de ces plus hauts standards de qualité nous permettra un contrôle accru du temps de main d'œuvre alloué aux projets, un respect des échéanciers et une amélioration constante des marges bénéficiaires, facteurs déterminants de notre compétitivité.

Pour le deuxième trimestre, la Société a également ajouté 9,6 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau. Ces nouvelles commandes, combinées aux revenus constatés des projets de traitement d'eau au cours du trimestre, ont amené le carnet de commandes associés aux projets à 17,3 M\$ au 31 décembre 2013 comparativement à 18,7 M \$ au 31 décembre 2012. Les nouvelles commandes de ce trimestre incluent 6,1 M \$ reliées au secteur de l'énergie. Ces nouveaux contrats sont appelés à être livrés au cours des 12 prochains mois. Une portion significative de ces contrats devrait donc être reconnue au cours de l'exercice financier 2014 et ainsi nous permettre d'atteindre un niveau de revenus recherché pour l'atteinte de la rentabilité au cours des deux prochains trimestres.

Pour sa part, le carnet d'opportunités de vente de projets est à son plus haut niveau depuis les dernières années. Avec une visibilité sur plus de 180 M \$ en opportunités en Amérique du Nord, la direction est confiante de voir une progression soutenue de son carnet de commandes au cours des prochains mois.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des six derniers trimestres.

	Exercice 2013				Exercice 2014		Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	(T3 & T4 2013 & T1 & T2 2014)	(T3 & T4 2012 & T1 & T2 2013)
Carnet de commandes	20,4 M \$	18,7 M \$	15,4 M \$	14,1 M \$	12,4 M \$	17,3 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau	6,7 M \$	4,3 M \$	2,6 M \$	4,3 M \$	3,4 M \$	9,6 M \$	19,9 M \$	21,7 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	7,1 M \$	6,0 M \$	5,9 M \$	3,9 M \$	5,1 M \$	4,7 M \$	19,6 M \$	27,4 M \$
Ratio commandes / revenus	0,9	0,7	0,4	1,1	0,67	2,0	1,0	0,8
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,9 M \$	3,4 M \$	4,0 M \$	2,9 M \$	3,2 M \$	4,1 M \$	14,2 M \$	13,7 M \$

Le total des revenus pour les douze derniers mois a atteint 33,8 M \$, contre un niveau record de 41,1 M \$ pour les douze mois précédents, reflétant un ralentissement dans les activités liées aux projets de traitement d'eau, en dépit d'une hausse des revenus des produits de spécialités et services.

Les revenus provenant de produits de spécialités et services ont atteint 14,2 M \$, une augmentation de 700 000 \$ comparativement aux douze mois précédents. Ce niveau de revenus permet à la Société de couvrir une importante portion de ses charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs, ce qui contribue à réduire la variabilité des activités reliées aux projets de traitement d'eau.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 80 000 \$, s'élevant à 0,2 M \$ comparativement à 0,1 M \$ au même trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'ajout de nouveaux postes depuis la seconde moitié de l'exercice financier 2013 pour i) supporter le développement de produits chimiques de spécialité; ii) supporter la chaîne d'approvisionnement des produits de spécialité et; iii) optimiser le service de l'approvisionnement en général et la logistique pour les projets.

Frais de vente

Les frais de vente ont augmenté d'environ 47 000 \$, s'élevant à 0,9 M \$ pour ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré des revenus en baisse de 6,6 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette augmentation est principalement due à l'embauche de i) responsables des ventes responsables d'identifier de nouvelles opportunités de nouveaux systèmes de traitement d'eau et de projets et : ii) d'ingénieurs de procédés et d'application. L'augmentation de ce niveau de dépenses s'inscrit dans notre plan d'affaires et notre volonté d'accroître notre présence et nos ventes de systèmes sur le territoire nord-américain.

Frais administratifs

Les frais administratifs ont augmenté d'environ 254 000 \$, soit 29,8 %, pour ce deuxième trimestre de l'exercice 2014 comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2013. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté suite à l'ajout de personnel pour supporter les opérations au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2013. Les honoraires professionnels et les frais de bureau ont augmenté en raison de la complétion de la médiation entamée au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2014 et en raison de l'acquisition de Piedmont, ces dépenses sont de nature non récurrente. De plus, les dépenses de télécommunications et frais de transport ont également augmenté en raison de l'acquisition de Piedmont, d'abord pour compléter le travail de vérification diligente et en second lieu pour en accélérer son intégration dans nos activités courantes. La direction s'attend à une baisse des frais administratifs au cours de la seconde moitié de l'exercice financier 2014.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'est élevé à 25,9 % pour ce trimestre, en hausse depuis 20,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est en partie due à fléchissement du volume d'affaires des projets de traitement d'eau dû à certains

délais causés par des clients et à des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés. Avec l'acquisition de Piedmont, la direction vise à garder le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs à un niveau similaire au trimestre correspondant de l'exercice précédent par le biais d'une gestion serrée des dépenses et une augmentation des revenus.

Frais de recherche et développement – nets

La direction a rationalisé les activités de recherche et développement dans un modèle plus structuré pour s'assurer que les objectifs inclus au plan opérationnel 2014 reposant sur trois piliers : Qualité, Innovation et Personnel sont rencontrés. Par conséquent, une nouvelle fonction a été identifiée dans l'état des résultats de la Société pour refléter les décisions prises dans ce plan.

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, les frais de recherche et développement bruts ont totalisé 122 174 \$, ou 1,4 % des revenus. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, la Société a enregistré 18 130 \$ à titre de crédits d'impôts du gouvernement provincial pour des frais de recherche et développement éligibles poursuivies au Québec.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint (90 179 \$) contre 561 888 \$ pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2012. Les revenus plus faibles enregistrés durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent ainsi que les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés ont également contribué à générer un BAIIA ajusté négatif.

Autres pertes (gains) – nettes (nets)

Les autres pertes (gains) – nettes (nets), qui se sont élevées à 19 528 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, contre (23 735 \$) pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, sont principalement composées d'une perte de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 116 958 \$ pour la période terminée le 31 décembre 2013, contre 208 021 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 25 534 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme. Cette diminution significative est due au remboursement par la Société de sa dette à long terme en utilisant le produit tiré d'un placement privé le 30 septembre 2013 et au plus faible niveau d'utilisation de ses emprunts bancaires en raison du placement privé du 5 décembre 2013 utilisé en partie pour supporter son fonds de roulement.

Bénéfice (Perte) net(te)

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à (500 581 \$) ou (0,006 \$ par action) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, contre 488 854 \$ ou 0,008 \$ par action pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013. Cette détérioration est principalement due aux revenus plus faibles et à des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs plus élevés en dépit du maintien d'une marge bénéficiaire brute de 26,2 %.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2014, 2015, 2017, 2022 et 2023 à verser un montant de 4 455 807 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 564 636 \$ en 2014, 552 363 \$ en 2015, 565 009 \$ en 2016, 506 085 \$ en 2017 et 416 566 \$ en 2018.

Informations sur le capital-actions

En date du 31 décembre 2013, 104 632 986 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. 34 782 608 actions ont été émises au cours de ce trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 2,1 M \$ au 30 juin 2013 (ratio de fonds de roulement de 1,17) à 8,1 M \$ au 31 décembre 2013 (ratio de fonds de roulement de 1,83). Cette augmentation s'explique par la hausse respective de 2,9 M \$, 1,0 M \$ et 0,8 M \$ des débiteurs, des stocks et des créditeurs et charges et par la baisse respective de 0,7 M \$ et 0,6 M \$ de l'excédent des coûts engagés sur la facturation et de l'excédent de la facturation sur les coûts engagés.

La dette nette qui s'élevait à 3,6 M \$ au 31 décembre 2013, a baissé de près de 2,6 M \$, comparativement aux 6,2 M \$ enregistrés au 30 juin 2013. Cette baisse est principalement due au remboursement de la dette à long terme et au remboursement des emprunts bancaires.

Les capitaux propres s'élevaient à 23,0 M \$ au 31 décembre 2013, contre 14,4 M \$ au 30 juin 2013. Au 31 décembre 2013, le ratio d'endettement net était de 0,16, contre 0,43 au 30 juin 2013, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 décembre 2013	Période terminée le 30 juin 2013
Fonds de roulement	8 081 822	2 144 985
Ratio d'endettement à court terme	1,83	1,17
Dette nette ¹	3 646 645	6 201 865
Capitaux propres	23 032 876	14 426 788
Ratio d'endettement net	0,16	0,43

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents.

Au 30 septembre 2013, les débiteurs s'élevaient à 6,7 M \$, contre 6,5 M \$ au 30 juin 2013. La hausse mineure de 0,2 M \$ est principalement attribuable au plus haut niveau de facturation à la fin du trimestre pour les projets de traitement d'eau et à un volume de ventes plus soutenu d'équipement et de produits destinés à l'acériculture. De plus, les retenues sur paiements effectués par des clients municipaux dans le cadre de contrats de fabrication exécutés au cours des six premiers mois de l'exercice 2014 ont augmenté d'approximativement 0,3 M \$.

Les stocks ont augmenté de 1,0 M \$, passant de 5,0 M \$ au 31 décembre 2013 comparativement à 4,0 M \$ au 30 juin 2013. Cette augmentation s'explique principalement par les produits finis fabriqués durant l'été et l'automne en préparation du début de la saison de production acéricole. Ces produits sont généralement vendus au cours du troisième trimestre.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a diminué de 0,7 M \$, passant de 2,2 M \$ au 30 juin 2013 à 1,5 M \$ au 31 décembre 2013, une diminution due en grande partie à un nombre similaire de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a diminué de 0,7 M \$, passant de 1,8 M \$ au 30 juin 2013 à 1,1 M \$ au 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 0,8 M \$, passant de 4,1 M \$ au 30 juin 2013 à 4,9 M \$ au 31 décembre 2013. Cette hausse s'explique par le fait que plusieurs projets de traitement d'eau d'envergure ont entamé leurs phases de fabrication et d'assemblage lesquelles requièrent l'achat de matériel.

Globalement, l'acquisition de Piedmont a augmenté le niveau des débiteurs, des stocks et des créditeurs et charges au 31 décembre 2013 comparativement au 30 juin 2013. La Société a comptabilisé un solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprises de 143 017 \$ basé sur l'entente de prix d'achat intervenue le 5 décembre 2013.

La diminution de la portion à court terme de la dette à long terme, laquelle est passée de 2,8 M \$ au 30 juin 2013 à 0,9 M \$ au 31 décembre 2013, s'explique par le remboursement de 1,1 M \$ de la dette à long terme avec le produit tiré de l'émission d'actions dans le cadre d'un placement privé complété le 30 septembre 2013.

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2013, les capitaux propres ont augmenté de 8,6 M \$, passant de 14,4 M \$ au 30 juin 2013 à 23,0 M \$ au 31 décembre 2013. Les éléments suivants ont eu un impact sur les capitaux propres au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 : 1) l'émission de 44 487 254 actions ordinaires par le biais de deux placements privés pour un produit net de 9 446 827 \$; 2) la perte nette de (970 575 \$) pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2013; 3) la réévaluation du dollar canadien qui a généré un gain de change non

matérialisée de 0,1 M \$ résultant de l'écart de conversion des opérations étrangères pour les entités américaines; et 4) les charges de rémunération à base d'actions de 8 073 \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012 :

(en dollars canadiens) (non audités)	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2013	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2012	Période de six mois terminée le 31 décembre 2013	Période de six mois terminée le 31 décembre 2012
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(3 012 316)	1 024 161	(2 517 833)	2 234 375
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 993 270)	(143 743)	(4 028 370)	(187 866)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	7 279 043	(908 777)	6 752 142	(1 766 490)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	(37 718)	3 057	(42 734)	(18 628)
Variation nette	273 457	(25 302)	163 205	261 391
Trésorerie et équivalents – Début de période	(25 299)	708 025	47 235	421 332
Trésorerie et équivalents – Fin de période	210 440	682 723	210 440	682 723

Les activités opérationnelles ont utilisé (3 012 316 \$) de fonds pour la période de trois terminée le 31 décembre 2013, contre 1 024 161 \$ de fonds générés par ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 décembre 2012. Ce déclin s'explique principalement par la dégradation de la perte nette au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la période de trois mois correspondante de l'exercice 2013 et par la variation des éléments du fonds de roulement.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014, les activités d'investissement ont utilisé (3 993 270 \$) de liquidités nettes, principalement attribuables à l'acquisition de Piedmont pour 3 970 232 \$, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, notamment une amélioration de la salle des serveurs et des items divers et à l'acquisition d'actifs incorporels, notamment le développement d'un logiciel de dosage pour nos produits chimiques de spécialité et divers logiciels au montant de 23 486 \$.

Les activités de financement ont généré 7 279 043 \$ de liquidités nettes au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 contre (908 777 \$) au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2013. Le produit tiré de l'émission d'actions ordinaires par le biais d'un placement privé par voie de prise ferme et d'un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant a généré des flux de trésorerie nets de 7 366 022 \$. Ces fonds ont été utilisés pour compléter l'acquisition de Piedmont et pour rembourser les emprunts bancaires de la Société. Cela a eu un impact positif sur le ratio total des emprunts sur les capitaux propres, la direction ayant l'intention de réduire la dette de la Société. Cela a également un impact positif sur les frais financiers, lesquels seront réduits significativement d'ici la fin de l'exercice 2014.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Période de trois mois terminée le				Douze derniers mois
	31 décembre 2013	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	
Revenus	8 797 428	8 311 219	6 768 455	9 966 644	33 843 746
BAIIA ajusté	(90 179)	69 670	(234 355)	530 026	275 162
Bénéfice (Perte) net(te)	(500 581)	(469 994)	(532 392)	86 834	(1 416 133)
BPA de base et dilué	(0,006)	(0,008)	(0,008)	0,001	(0,021)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(3 012 316)	494 483	(107 468)	(1 073 407)	(3 698 708)

	Période de trois mois terminée le				Douze mois précédents
	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	
Revenus	9 418 908	9 982 894	11 561 332	10 222 312	41 185 446
BAIIA	561 888	726 693	(483 798)	563 603	1 368 386
Bénéfice (Perte) net(te)	488 854	269 696	880 620	(7 651 400)	(6 012 230)
BPA de base et dilué	0,008	0,004	0,014	(0,127)	(0,101)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 024 161	1 210 214	1 560 416	(419 247)	3 375 544

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 31 décembre 2013:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 31 décembre 2013, la Société respectait les ratios financiers dans le cadre de sa facilité de crédit et de sa dette à long terme.

CONVENTIONS COMPTABLES

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 3 des états financiers consolidés au 30 juin 2013.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLIQUÉES DURANT LA PÉRIODE

a) États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

Au 1^{er} juillet 2013, la Société a adopté IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et les modifications à IAS 27 et IAS 28. Au 1^{er} juillet 2012, l'intérêt détenu dans la coentreprise par la Société a été constaté à titre de coentreprise et comptabilisé en utilisant la méthode de mise en équivalence jusqu'à la disposition de cet intérêt au 31 mars 2013.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés de la Société. Étant donné l'impact non significatif de l'adoption de ces modifications sur l'état de la situation financière, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas l'état de la situation financière au 1^{er} juillet 2012.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société. L'adoption de cette norme nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 décembre 2013, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 décembre 2013, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,2 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates durant l'exercice 2014. De ces lettres de crédit, un montant de 1,0 M \$ est garanti par un certificat de placement. Le solde, d'un montant de 0,2 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Deuxième trimestre terminé le
31 décembre 2013

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (non audités)

	31 décembre 2013	30 juin 2013
	\$	\$
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	385 304	303 936
Certificats de placement garanti	1 223 923	1 253 786
Débiteurs (note 3)	9 432 073	6 468 556
Stocks (note 4)	5 036 247	4 016 558
Excédent des coûts engagés sur la facturation	1 495 359	2 203 326
Frais payés d'avance	191 833	225 493
	17 764 739	14 471 655
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	1 806 477	1 878 759
Immobilisations incorporelles	4 657 068	4 942 884
Autres actifs	38 185	37 851
Goodwill (note 5)	6 106 125	2 465 311
Actifs d'impôts différés	3 024 708	3 124 064
	33 397 302	26 920 524
PASSIF		
Passifs courants		
Découvert bancaire	174 864	256 701
Emprunts bancaires	2 339 708	3 375 843
Créditeurs et charges à payer (note 6)	4 860 224	4 080 339
Provisions (note 7)	89 380	41 637
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	1 103 950	1 758 432
Impôts sur le résultat à payer	26 047	2 306
Loyers différés	4 547	3 151
Solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprise (note 5)	143 017	-
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	941 180	2 808 261
	9 682 917	12 326 670
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 8)	576 197	64 996
Loyers différés	105 312	102 070
	10 364 426	12 493 736
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 9)	5 299 263	45 852 436
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 9)	1 869 113	1 861 040
Réserve pour les bons de souscription (note 9)	-	141 787
Déficit	(33 114 281)	(32 285 493)
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 021 219)	(1 142 982)
	23 032 876	14 426 788
	33 397 302	26 920 524

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré


Président et chef de la direction

Philippe Gervais


Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012
(non audités)

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H₂O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social (note 9)	Réserves		Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
			Options d'achat d'actions (note 9)	Bons de souscription (note 9)			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2012	60 145 832	45 852 436	1 821 421	370 076	(32 826 774)	(1 472 932)	13 744 227
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	25 348	-	-	-	25 348
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	758 550	-	758 550
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(295 845)	(295 845)
Solde au 31 décembre 2012	60 145 832	45 852 436	1 846 769	370 076	(32 068 224)	(1 768 777)	14 232 280
Solde au 1^{er} juillet 2013	60 145 832	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé (note 9)	44 487 154	10 136 805	-	-	-	-	10 136 805
Frais d'émission d'actions (note 9)	-	(689 978)	-	-	-	-	(689 978)
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	8 073	-	-	-	8 073
Renversement au déficit des bons de souscription expirés, net de l'impôt exigible (note 9)	-	-	-	(141 787)	141 787	-	-
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(970 575)	-	(970 575)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	121 761	121 761
Solde au 31 décembre 2013	104 632 986	55 299 263	1 869 113	-	(33 114 281)	(1 021 219)	23 032 876

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS
 Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 13)	8 797 428	9 418 908	17 108 647	19 401 802
Coût des marchandises vendues (note 10 a))	6 488 521	6 957 847	12 657 749	14 478 170
Bénéfice brut	2 308 907	2 461 061	4 450 898	4 923 632
Charges d'exploitation (note 10 a))	218 644	139 369	401 230	275 141
Frais de vente (note 10 a))	951 242	904 630	1 917 911	1 747 784
Frais administratifs (note 10 a))	1 108 050	853 853	2 027 113	1 717 116
Frais de recherche et de développement – nets (notes 10 a) et c))	104 044	-	147 451	-
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10 b))	67 338	68 823	139 746	137 307
Amortissement des actifs incorporels (note 10 b))	187 139	177 937	373 525	355 695
Autres pertes (gains) – nets (note 10 d))	19 528	23 735	(15 225)	(58 536)
	2 655 985	2 168 347	4 991 751	4 174 507
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(347 078)	292 714	(540 853)	749 125
Produits financiers	(3 304)	(3 584)	(6 841)	(7 987)
Charges financières	120 262	211 605	309 726	421 127
Charges financières – nettes	116 958	208 021	302 885	413 140
Gain sur entente de règlement	-	(404 189)	-	(404 189)
Revenus de redevances provenant d'une coentreprise	-	(13 240)	-	(21 106)
Quote-part des profits d'une coentreprise	-	(1 781)	-	(12 319)
	116 958	(211 189)	302 885	(24 474)
Bénéfice (Perte) avant impôts	(464 036)	503 903	(843,738)	773 599
Charge d'impôts exigibles	54 209	15 049	148 909	99 410
Économie d'impôts différés	(17 664)	-	(22 072)	(84 361)
	36 545	15 049	126 837	15 049
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(500 581)	488 854	(970 575)	758 550
Bénéfice (Perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période				
Bénéfice (Perte) net(te) de base et diluée par action (note 11)	(0,006)	0,008	(0,014)	0,013
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 11)	80,439,489	60 145 832	69,965,781	60 145 832

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
 Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	(500 581)	488 854	(970 575)	758 550
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	384 315	147 961	121 761	(295 845)
Résultat global pour la période	(116 266)	636 815	(848 814)	462 705

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Bénéfice (Perte) avant impôts pour la période	(464 036)	503 903	(843 738)	773 599
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	116 958	208 021	302 885	413 140
Amortissement des immobilisations corporelles	67 338	68 823	139 746	137 307
Amortissement des actifs incorporels	187 139	177 937	373 525	355 695
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	(1 000)	-
Loyers différés	2 066	(4 644)	4 105	(9 240)
Charges de rémunération à base d'actions	2 422	9 174	8 073	25 348
Gain sur entente de règlement	-	(404 189)	-	(404 189)
Quote-part des profits d'une coentreprise	-	(1 781)	-	(12 319)
	(88 113)	557 244	(16 404)	1 279 341
Variation des éléments du fonds de roulement (note 12 a))	(2 927 424)	463 333	(2 506 005)	951 327
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(3 015 537)	1 020 577	(2 522 409)	2 230 668
Intérêts reçus	3 304	3 584	6 841	7 987
Impôts sur le résultat payés	(83)	-	(2 265)	(4 280)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(3 012 316)	1 024 161	(2 517 833)	2 234 375
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des certificats de placement garantis	30 815	689	31 046	574
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(36 165)	(42 035)	(56 167)	(48 911)
Investissement dans une coentreprise	-	-	-	(25 453)
Acquisitions d'actifs incorporels	(23 486)	(6 386)	(39 815)	(30 772)
Disposition d'autres éléments d'actif	-	-	-	12 707
Disposition d'immobilisations corporelles	5 798	-	6 798	-
Regroupement d'entreprise, net de la trésorerie et des équivalents acquis (note 5)	(3 970 232)	-	(3 970 232)	-
Contreparties éventuelles payées	-	(96 011)	-	(96 011)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(3 993 270)	(143 743)	(4 028 370)	(187 866)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	256 554	(472 752)	(1 036 135)	(813 786)
Remboursement de la dette à long terme	(252 648)	(252 588)	(1 258 568)	(599 096)
Intérêts payés	(88 610)	(183 437)	(242 828)	(353 608)
Émission d'actions ordinaires (note 9)	8 001 800	-	9 979 651	-
Frais d'émission d'actions (note 9)	(638 053)	-	(689 978)	-
Trésorerie nette (affectée aux) générée par les activités de financement	7 279 043	(908 777)	6 752 142	(1 766 490)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	273 457	(28 359)	205 939	280 019
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	(37 718)	3 057	(42 734)	(18 628)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents	235 739	(25 302)	163 205	261 391
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 12 b))	(25 299)	708 025	47 235	421 332
Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 12 b))	210 440	682 723	210 440	682 723

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. La Société conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Ces produits consistent en une gamme complète de produits chimiques de spécialités et une gamme complète de raccords flexibles Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

2. Base de préparation

Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 et demeurent inchangés pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 31 décembre 2013.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2013. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2013 de la Société.

Le 11 février 2014, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

Normes et interprétations appliquées durant la période

a) États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.

Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs*.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.

Au 1^{er} juillet 2013, la Société a adopté IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et les modifications à IAS 27 et IAS 28. Au 1^{er} juillet 2012, l'intérêt détenu dans le partenariat par la Société a été constaté à titre de coentreprise et comptabilisé en utilisant la méthode de mise en équivalence jusqu'à la disposition de cet intérêt au 31 mars 2013.

L'adoption de ces nouvelles normes et modifications n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière et sur les résultats consolidés de la Société. Étant donné l'impact non significatif de l'adoption de ces modifications sur l'état de la situation financière, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés n'incluent pas l'état de la situation financière au 1^{er} juillet 2012.

b) Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société. L'adoption de cette norme nécessitera des divulgations additionnelles dans les états financiers annuels consolidés de la Société.

Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 (date indéterminée pour IFRS 9) et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

En mai 2013, l'IASB a modifié l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, qui fournit des directives sur les divulgations d'information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les amendements à l'IAS 36 doivent être appliqués rétroactivement pour les périodes annuelles débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014. L'adoption de ces amendements IFRS ne devrait pas avoir un impact significatif sur les états financiers.

IFRIC 21, *Droits ou taxes* – Cette interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. L'IAS 37 définit les critères relatifs à la comptabilisation d'un passif, notamment l'exigence pour l'entité d'avoir une obligation actuelle en raison d'un événement passé (« fait générateur d'obligation »). L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. L'IFRIC 21 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La Société évalue actuellement l'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme.

3. Débiteurs

	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Comptes clients	8 423 860	5 634 221
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	1 271 935	953 731
Provision pour créances douteuses	(447 441)	(406 890)
Provision pour réclamations	-	(3 155)
	9 248 354	6 177 907
Crédits d'impôt à recevoir	111 722	84 416
Autres créances	71 997	206 233
	9 432 073	6 468 556

4. Stocks

	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Matières premières	1 087 079	1 058 976
Produits finis	3 949 168	2 957 582
	5 036 247	4 016 558

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

5. Regroupement d'entreprise

Description du regroupement d'entreprise

Le 5 décembre 2013, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Piedmont Pacific Corporation (« Piedmont »), une compagnie située à Oakland en Californie, et l'un des principaux fabricants de raccords de tuyaux flexibles et d'autres adaptateurs de tuyaux destinés à des environnements hautement corrosifs. Le coût d'acquisition pour cette transaction était de 4 151 716 \$ (3 884 465 \$US) et est sujet à certains ajustements de fonds de roulement. L'acquisition a été financé par un placement privé et un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant d'actions ordinaires de la société au prix de 0,23 \$ l'action ordinaire moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$.

L'acquisition de Piedmont permettra à la Société d'accroître sa présence dans l'industrie du dessalement par membranes à travers un vaste réseau de ventes international que la Société a l'intention de maintenir et de soutenir activement. Également, la Société envisage de multiplier les synergies en utilisant son réseau de ventes de produits chimiques de spécialité existant, lequel interagit quotidiennement avec des clients achetant des raccords de tuyauterie. Piedmont sera intégré aux activités courantes de la Société et utilisera nos capacités de tests, d'entreposage, d'emballage et d'expédition de notre usine existante située à Vista, en Californie.

Actifs acquis et passifs assumés à la date d'acquisition

	5 Décembre 2013
Actifs	\$
Actifs courants	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 981
Débiteurs	498 140
Stocks	268 148
	790 269
Actifs non courants	
Immobilisations corporelles	
Machinerie et équipement	13 787
	804 056
Passifs	
Passifs courants	
Créditeurs et charges à payer	(262 227)
Impôts sur les résultats à payer	(20 933)
	(283 160)
Actifs nets identifiables acquis	520 896

La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessus est préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction en date du 31 décembre 2013. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être terminée dès que la direction aura fini de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition en ce qui a trait aux moules et aux actifs incorporels tels que le réseau de distribution, la marque de commerce, la clientèle et la technologie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

5. Regroupement d'entreprise (suite)

Sources et utilisations des fonds à la date de clôture de la transaction

	5 Décembre 2013
Sources	\$
Placement privé (note 9)	7 095 200
Placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant (note 9)	906 600
	8 001 800
Utilisation	
Contrepartie en espèces transférée	(4 008 000)
Solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprise à payer	(143 716)
Frais d'émission d'actions (note 9)	(635 778)
Fonds de roulement pour les activités courantes de la Société	(3 214 306)
	-

Le solde prix d'achat d'un regroupement d'entreprise à payer a été estimé sur la base de l'excédent des actifs nets sur la valeur nette comptable convenue dans l'entente d'achat d'actions à la date de clôture de la transaction.

Frais liés à l'acquisition

Le coût total des frais liés à l'acquisition est de 33 764 \$ et ceux-ci ont été présentés au poste Frais administratifs dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats.

Détermination de la juste valeur

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs pris en charge sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les débiteurs, les stocks, les comptes créditeurs et charges à payer et les impôts sur les résultats à payer découlant d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés à leur juste valeur, qui ne diffère pas de manière significative de leur valeur brute contractuelle et des encaissements et décaissements prévus.

Le goodwill est évalué comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (s'il y a lieu) sur le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si, après réévaluation, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris est supérieur à la somme de la contrepartie transférée, du montant des participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise.

Goodwill découlant du regroupement d'entreprises

	5 Décembre 2013
	\$
Contrepartie en espèces transférée et solde de prix d'achat d'un regroupement d'entreprise à payer	4 151 716
Moins :	
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	(520 896)
	3 630 820

Le goodwill comptabilisé dans le cadre de ce regroupement d'entreprises est n'est pas déductible aux fins fiscales.

Le goodwill de 3 630 820 \$ représente principalement les synergies avec les autres activités de la Société, la valeur économique liée à la main d'œuvre acquise ainsi que les immobilisations incorporelles qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation séparée.

Incidence du regroupement d'entreprises sur la performance financière de la Société

Le résultat net de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 décembre 2013, comprend des produits de 155 605 \$ et un résultat net de 59 083 \$ générés par les activités supplémentaires de Piedmont.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

5. Regroupement d'entreprise (suite)

Si ce regroupement d'entreprises avait été effectué le 1^{er} juillet 2013, les produits consolidés de la Société pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2013 se seraient chiffrés à 17 959 008 \$ et la perte nette consolidée pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2013 se serait chiffré à (894 772 \$). Les produits consolidés de la Société pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 se seraient chiffrés à 9 292 155 \$ et la perte nette consolidée pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 se serait chiffré à (449 519 \$).

La Société estime que les données pro forma représentent une évaluation approximative de la performance financière de l'entreprise regroupée sur une période de six mois. Cependant, l'information pro forma ne rend pas compte des synergies ou des transactions effectuées par le passé et n'est pas nécessairement représentative des résultats des activités que la Société aurait affichés si l'acquisition s'était effectivement conclue le 1^{er} juillet 2013, ni des résultats futurs.

Pour déterminer les produits et le résultat net consolidés pro forma de la Société si Piedmont avait été acquis le 1^{er} juillet 2013, la Société :

- a calculé l'amortissement des immobilisations corporelles et des autres immobilisations incorporelles acquises selon la juste valeur provenant de la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises plutôt que selon la valeur comptable comptabilisée dans les états financiers antérieurs à l'acquisition;
- a calculé le coût d'emprunt sur le niveau d'endettement de la Société après le regroupement d'entreprises;
- a calculé la charge d'impôts supplémentaire pour rendre compte des ajustements pro forma mentionnés ci-dessus.

La variation de la valeur comptable du goodwill peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2012	2 386 322
Incidence des fluctuations du taux de change	78 989
Balance as at June 30, 2013	2 465 311
Plus: regroupement d'entreprises - Piedmont	3 630 820
Incidence des fluctuations du taux de change	9 994
Solde au 31 décembre 2013	6 106 125

6. Crédoeurs et charges à payer

	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Fournisseurs	2 835 904	2 178 120
Autres crédoeurs et autres charges à payer	2 024 320	1 902 219
	4 860 224	4 080 339

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

7. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2012	40 543
Provisions complémentaires comptabilisées	77 745
Paiements	(79 163)
Incidence des fluctuations du taux de change	2 512
Solde au 30 juin 2013	41 637
Provisions complémentaires comptabilisées	52 980
Plus : allocation reçue	62 964
Moins : paiements	(69 466)
Incidence des fluctuations du taux de change	1 265
Solde au 31 décembre 2013	89 380

8. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
<i>Non garantie – au coût amorti</i>		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens	473 845	1 076 696
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens	968 700	1 568 924
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	-	145 003
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US	74 832	82 634
	1 517 377	2 873 257
Moins : tranche courante de la dette à long terme	941 180	2 808 261
Dette à long terme	576 197	64 996

Le 30 septembre 2013, la Société a utilisé le produit d'un placement privé (note 9) pour rembourser une somme de 500 000 \$ de son emprunt bancaire et une somme de 500 000 \$ de son emprunt auprès d'autres entités. De plus, la Société a émis 714 312 actions ordinaires en contrepartie du remboursement d'emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

9. Capital social

Capital social

Le 30 septembre 2013 la Société a émis, par le biais d'un placement privé, 9 704 546 actions ordinaires pour un produit brut global de 2 135 005 \$, de dépenses de 54 200 \$ pour un produit net de 2 080 805 \$. La Société a utilisé le produit au remboursement partiel sa dette à long terme et à son fonds de roulement. Parmi les actions émises dans le cadre du placement privé, 714 312 actions ordinaires ont été émises pour rembourser les emprunts auprès d'actionnaires pour un montant de 157 154 \$.

Le 5 décembre 2013, la Société a émis, par le biais d'un placement privé et d'un placement privé sans l'entremise d'un courtier supplémentaire concomitant, 34 782 608 actions ordinaires moyennant un produit brut total de 8 001 800 \$, de dépenses de 635 778 \$, pour un produit net de 7 366 022 \$. La Société a utilisé le produit pour compléter l'acquisition de Piedmont (note 5) et pour supporter son fonds de roulement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

9. Capital social (suite)

Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de six mois terminée le 31 décembre 2013		Exercice terminé le 30 juin 2013	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	2 124 500	0.57	2 477 000	0.70
Échues	(387 000)	0.71	(352 500)	1.50
En circulation à la fin de la période	1 737 500	0.53	2 124 500	0.57

Warrants

Dans le cadre de ses opérations de financement effectuées au cours de l'exercice 2011 et des exercices précédents, la Société a émis à des investisseurs des bons de souscription leur donnant le droit d'acquérir des actions à un prix prédéterminé. Chaque bon de souscription émis permet d'acquérir une action ordinaire de la Société.

Les bons de souscription en circulation au 31 décembre 2013 ainsi que les variations au cours des exercices terminés à ces dates sont résumés dans le tableau suivant :

	Période de six mois terminée le 31 décembre		2013
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	
			\$
En circulation, au début de la période	1 000 000	0,50	
Échus	(1 000 000)	0,50	
En circulation, à la fin de la période	-	0,50	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Matériel	5 176 350	5 392 610	9 603 192	11 210 702
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	(529 053)	(251 863)	(600 290)	(547 966)
Salaires et avantages sociaux	2 523 096	2 209 401	4 984 739	4 255 267
Sous-traitants et honoraires professionnels	618 275	452 204	1 105 703	1 313 985
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	372 247	335 111	737 560	665 222
Télécommunications et frais de transport	318 899	283 317	570 399	567 260
Créances douteuses	46 296	23 232	49 695	25 773
Autres dépenses	344 391	411 687	700 456	727 968
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente, frais administratifs et frais de recherche et développement – nets	8 870 501	8 855 699	17 151 454	18 218 211

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés intermédiaires résumés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente, aux frais administratifs et aux frais de recherche et développement – nets dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges (suite)

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	38 616	30 402	80 226	60 999
Charges d'exploitation	876	991	1 785	1 942
Frais de vente	8 838	11 663	19 670	23 352
Frais administratifs	19 008	25 767	38 065	51 014
	67 338	68 823	139 746	137 307

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	92 128	87 097	183 306	174 545
Frais de vente	81 140	78 070	162 293	156 444
Frais administratifs	13 871	12 770	27 926	24 706
	187 139	177 937	373 525	355 695

Coûts par fonction incluant l'amortissement	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	6 619 265	7 075 346	12 921 281	14 713 714
Charges d'exploitation	219 520	140 360	403 015	277 083
Frais de vente	1 041 220	994 363	2 099 874	1 927 580
Frais administratifs	1 140 929	892 390	2 093 104	1 792 836
Frais de recherche et développement – nets	104 044	-	147 451	-

c) Frais de recherche et développement – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Frais de recherche et développement bruts	122 174	-	183 125	-
Crédits d'impôts et subventions relatifs à la recherche et développement	(18 130)	-	(35 674)	-
	104 044	-	147 451	-

d) Autres (gains) pertes – nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
(Gain) Perte de change	29 322	26 484	3 179	(51 455)
Autres (revenus) charges	(9 794)	(2 749)	(17 404)	(7 081)
Gain à la disposition d'actifs	-	-	(1 000)	-
	19 528	23 735	(15 225)	(58 536)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

11. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice (Perte) net(te)	(500 581 \$)	488 854 \$	(970 575 \$)	758 550 \$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	80 439 489	60 145 832	69 965 781	60 145 832
Bénéfice (Perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,006 \$)	0,008 \$	(0,014 \$)	0,013 \$

Éléments exclus du calcul du bénéfice (de la perte) net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	1 707 500	1 743 250
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	-	2 250 000

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2013 et 2012, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action était la même que le bénéfice (la perte) net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

12. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	(2 105 530)	820 186	(2 410 717)	1 978 433
Stocks	(428 432)	(198 516)	(720 899)	(700 854)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	1 254 161	(53 417)	714 297	159 959
Frais payés d'avance	11 242	307	34 071	36 758
Créditeurs et charges à payer	(499 991)	(825 939)	489 767	(981 675)
Provisions	46 102	4 970	46 264	20 906
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	(1 204 976)	715 742	(658 788)	437 800
	(2 927 424)	463 333	(2 506 005)	951 327

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

12. Flux de trésorerie (suite)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Début de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137 613	924 744	303 936	576 542
Découvert bancaire	(162 912)	(216 719)	(256 701)	(155 210)
	(25 299)	708 025	47 235	421 332

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Fin de la période				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	385 304	839 111	385 304	839 111
Découvert bancaire	(174 864)	(156 388)	(174 864)	(156 388)
	210 440	682 723	210 440	682 723

13. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	4 116 954	3 442 474	7 329 128	6 385 109
Revenus de contrats de fabrication	4 680 474	5 976 434	9 779 519	13 016 693
	8 797 428	9 418 908	17 108 647	19 401 802

Informations géographiques

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Revenus provenant de clients externes	\$	\$	\$	\$
Revenus par secteur géographique				
Canada	3 464 765	4 331 372	6 626 171	9 572 915
États-Unis	4 736 526	3 978 733	9 138 860	8 082 351
Chine	315 540	593 009	722 361	992 267
Suisse	42 069		165 142	
Australie	40 996		40 996	
Tunisie	-	339 795	49 600	339 795
Égypte	-	26 807	-	94 648
Autres	197 532	149 192	365 517	319 826
	8 797 428	9 418 908	17 108 647	19 401 802

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

13. Information sectorielle (suite)

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers, participation dans une coentreprise et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 617 810	1 693 898
États-Unis	10 951 860	7 593 056
	12 569 670	9 286 954

14. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	438 461	219 921	713 250	454 471
Avantages postérieurs à l'emploi	2 706	2 400	5 498	5 008
Paiements fondés sur des actions	2 155	7 924	7 806	21 442
	443 322	230 245	726 554	480 921

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur⁽³⁾
Pierre Côté, administrateur ⁽³⁾
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
Jean-Réal Poirier, administrateur ⁽²⁾
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾⁽³⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité d'audit

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

⁽³⁾ Comité de technologie et projets

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Josée Riverin, V.-P., finances
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil
Guillaume Clairet, V.-P. exécutif

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Deloitte S.E.N.C.R.L /s.r.l.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900, 109th Ave N, Suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17
Burlington, Ontario L7L 6A5